

L'électorat féminin face aux options constitutionnelles : un groupe fragmenté

Chantal Maillé et Manon Tremblay

Volume 17, numéro 1-2, 1998

Femmes, citoyenneté et représentation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040102ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040102ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maillé, C. & Tremblay, M. (1998). L'électorat féminin face aux options constitutionnelles : un groupe fragmenté. *Politique et Sociétés*, 17(1-2), 121–149. <https://doi.org/10.7202/040102ar>

Résumé de l'article

Cet article a pour objectif d'identifier quelques-uns des traits qui caractérisent les positions des femmes du Québec face aux options constitutionnelles telles que posées à l'occasion du référendum de 1995. L'analyse repose sur deux axes. Le premier axe privilégie la comparaison femmes-hommes. Il repose sur l'idée que l'on ne peut penser les femmes et les hommes comme des catégories électorales radicalement distinctes et polarisées. Le second axe privilégie la comparaison entre les femmes favorables à la souveraineté du Québec et celles qui rejettent une telle perspective. Il repose sur l'hypothèse que les femmes ne constituent pas un bloc monolithique dans leurs rapports avec les options constitutionnelles au Québec. Les résultats présentés dans cet article proviennent d'un sondage original effectué en avril 1997.

L'ÉLECTORAT FÉMININ FACE AUX OPTIONS CONSTITUTIONNELLES : UN GROUPE FRAGMENTÉ*

Chantal Maillé
Université Concordia

Manon Tremblay
Université d'Ottawa

Le gouvernement québécois a déjà convié la population à deux rendez-vous référendaires sur le devenir du Québec au sein de la fédération canadienne : en 1980 et en 1995. On a dit et écrit beaucoup de choses sur les résultats de ces référendums et sur les causes de l'échec de l'option souverainiste. En 1980, il s'en est trouvé pour attribuer la victoire du non au vote apparemment plus conservateur des femmes, particulièrement dans la tourmente des événements entourant ce que l'histoire retient comme « l'Affaire des Yvettes ». Pourtant, les sondages préélectoraux effectués avant mai 1980 ne permettaient pas d'associer sans nuance les femmes à l'option du non, comme l'écrivait alors André Blais :

On ne saurait attribuer la victoire du non au vote des femmes. Ces dernières ont peut-être été légèrement moins favorables au oui que les hommes, mais la différence est faible. De plus, ces «Yvettes» qui travaillent à la maison se comportent de la même façon que celles qui travaillent à l'extérieur¹.

* Les auteures souhaitent remercier Guy Lachapelle (Concordia) et Jean Noiseux de SONDAGEM pour leur collaboration au sondage sur lequel est basé cet article ainsi que l'Université Concordia qui a financé ce sondage.

1. André Blais, « Le vote : ce que l'on en sait... ce que l'on n'en sait pas », dans en collaboration, *Québec : un pays incertain*, Montréal, Québec Amérique, 1980, p. 182. Dans une analyse récente de sondages pré-référendaires effectués en 1995, Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux mentionnent les femmes parmi les responsables de la défaite du oui. Ils écrivent : « Pour ceux qui cherchent les responsables de la défaite du OUI, il faudrait donc ajouter les femmes aux

Chantal Maillé, Institut Simone de Beauvoir, Université Concordia, 1455, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec), Canada, H3G 1M8.

Courriel : cmaill@vax2.concordia.ca

Manon Tremblay, département de science politique, Université d'Ottawa, 75, rue Laurier Est, C.P. 450, Ottawa (Ontario), Canada, K1N 6N5.

Courriel : mtrembla@aix1.uottawa.ca

Qui plus est, selon le même auteur, on ne peut non plus attribuer l'échec du oui au vote de certaines catégories de l'électorat féminin. Reconnaisant néanmoins – et de façon intuitive – que le comportement électoral des femmes différerait quelque peu de celui des hommes, Blais concluait à l'époque que le vote des femmes échappe à l'analyse :

...le comportement des femmes demeure quelque peu différent de celui des hommes. Nous n'avons pu rendre compte de cette différence avec les données dont nous disposions. Pour nous, il s'agit d'un autre de ces phénomènes à propos desquels l'on sait peu de choses².

Ces questionnements autour du vote des femmes s'inscrivent dans une problématique plus large associée au *gender gap*. En réalité, le *gender gap* concerne non seulement le vote des femmes, mais aussi le comportement électoral des femmes et des hommes. Dans son acception la plus commune, cette notion traduit la différence entre le pourcentage des votes que reçoit de l'électorat féminin une candidate ou un candidat et le pourcentage de votes qu'elle ou il reçoit de l'électorat masculin. Par exemple, si l'option du oui reçoit 46 % du vote des femmes et 53 % du vote des hommes, le *gender gap* sera de 7 points. Plus récemment, le *gender gap* a été défini comme la différence dans les marges de victoire d'une candidate ou d'un candidat au sein de l'électorat général, c'est-à-dire féminin et masculin. Par exemple, si la marge de victoire de l'option du oui est de 5 points parmi les femmes (51 % versus 46 %) et de 7 points parmi les hommes (53 versus 46 %), alors le *gender gap* sera équivalent à la différence entre 7 et 5 points, soit 2 points³.

Qu'en est-il du comportement des électrices au référendum québécois de 1995 ? Existe-t-il des différences entre les comportements électoraux des Québécoises et des Québécois en regard des options constitutionnelles et, le cas échéant, quelles sont-elles ? En cette ère de la diversité des femmes, où l'idée selon laquelle les femmes constituent un groupe unifié est de plus en plus contestée, un concept de la femme désignant toutes les femmes n'est plus possible en dehors de l'appartenance biologique, peut-on continuer de penser l'électorat féminin à la manière d'un bloc monolithique, comme on le faisait

groupes ethniques et à l'argent (sans mentionner d'autres groupes comme les plus âgés).» ; Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux, *Un combat inachevé*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 295.

2. André Blais, *op. cit.*

3. Voir Richard A. Seltzer, Jody Newman et Melissa Voorhees Leighton, *Sex as a Political Variable. Women as Candidates & Voters in U.S. Elections*, Boulder, Lynne Rienner, 1997, p. 128-129.

Résumé. Cet article a pour objectif d'identifier quelques-uns des traits qui caractérisent les positions des femmes du Québec face aux options constitutionnelles telles que posées à l'occasion du référendum de 1995. L'analyse repose sur deux axes. Le premier axe privilégie la comparaison femmes-hommes. Il repose sur l'idée que l'on ne peut penser les femmes et les hommes comme des catégories électorales radicalement distinctes et polarisées. Le second axe privilégie la comparaison entre les femmes favorables à la souveraineté du Québec et celles qui rejettent une telle perspective. Il repose sur l'hypothèse que les femmes ne constituent pas un bloc monolithique dans leurs rapports avec les options constitutionnelles au Québec. Les résultats présentés dans cet article proviennent d'un sondage original effectué en avril 1997.

Abstract. This article aims to identify some of the dominant characteristics of women's positions toward constitutional options during the 1995 referendum. This analysis presents two comparative dimensions : the first compares men and women and rests on the assumption that men and women cannot be analysed as completely distinct and polarized electoral categories. A second dimension compares women who support sovereignty with those who oppose it and rests on the hypothesis that women do not form a homogeneous block in terms of their relations with constitutional options. Results presented in this article were obtained through a survey conducted in April 1997 with a sample of 1 073 respondents.

pour les suffragettes et comme le postule la notion plus récente de *gender gap*? Face à ce vaste dossier qui concerne le devenir du Québec, peut-on encore expliquer les différences observables entre les femmes et les hommes par des raisons qui gommeraient la diversité des positions exprimées par les unes et les autres? Au lieu de se cantonner derrière une position où les sexes apparaissent comme des blocs polarisés et homogènes, n'y a-t-il pas lieu de développer des explications qui témoignent de la diversité des points de vue exprimés par les Québécoises et les Québécois? En outre, peut-on se contenter d'explications reposant sur des variables sociodémographiques plutôt qu'attitudinales pour expliquer le comportement électoral des Québécoises au référendum de 1995? Quel lien peut-on établir entre l'adhésion au féminisme, courant qui a fortement traversé et influencé la société québécoise et la vie des femmes depuis trente ans, et l'appui à l'une ou l'autre des deux options constitutionnelles? Ce sont là les questions auxquelles ce texte entend proposer des éléments de réponse.

L'un des objectifs de l'analyse est d'identifier quelques-uns des traits qui caractérisent les positions des femmes du Québec par rapport aux options constitutionnelles proposées lors du référendum de 1995. Cette analyse s'articulera autour de deux axes de comparaison : l'axe

femmes-hommes et l'axe femmes pour le oui et femmes pour le non. Dans le premier cas, nous partons du postulat selon lequel ces deux groupes ne peuvent être considérés comme des catégories électorales radicalement distinctes et polarisées ; à de nombreux égards, électrices et électeurs se rejoignent au lieu de s'opposer. En effet, si ce texte s'intéresse principalement aux opinions et attitudes des électrices, il n'en est pas moins nécessaire d'avoir une perspective comparative femmes-hommes afin de pouvoir évaluer en quoi il y a ou non des traits qui distinguent l'électorat féminin. Dans ce second cas, nous partons de cette hypothèse : les femmes ne constituent pas un bloc monolithique relativement aux options constitutionnelles au Québec. En effet, leurs choix politiques sont influencés par un ensemble d'éléments plus complexes que les seules caractéristiques sociodémographiques, notamment par des facteurs tels que l'intérêt pour la politique et le débat constitutionnel, la perception des actrices et acteurs politiques, ainsi que la perception de la place des femmes dans la société et du féminisme. En premier lieu, cet article compare les opinions des femmes et des hommes par rapport aux options constitutionnelles ; en second lieu, il explore les positions des femmes afin de faire ressortir la diversité qui caractérise ce groupe. En cela, notre démarche de recherche se distingue des analyses déjà réalisées et entend enrichir la compréhension que nous avons des caractéristiques de l'électorat féminin au Québec.

ÉTAT DES CONNAISSANCES

Si l'on a beaucoup écrit sur les référendums québécois de 1980 et 1995, on s'est peu penché sur le comportement référendaire des Québécoises lors de ces deux rendez-vous. En fait, seulement quelques études ont abordé spécifiquement cette question. Ces écrits demeurent pourtant insatisfaisants, soit parce qu'ils comparent les femmes aux hommes en postulant que les femmes constituent un bloc monolithique et que le comportement masculin constitue la norme, soit parce qu'ils décrivent le comportement des femmes par rapport à une option constitutionnelle en particulier sans chercher à faire ressortir la diversité des positions parmi les femmes elles-mêmes en comparant les électrices qui ont une orientation politique différente.

Deux textes s'inscrivent dans la foulée du référendum de 1980. Le texte de Blais, déjà cité, proposait une analyse du vote selon le sexe à partir de l'examen de certaines caractéristiques sociodémographiques. Selon l'auteur, les résultats des sondages semblaient indiquer que moins de femmes que d'hommes se montraient favorables à la souveraineté du Québec. Il concluait cependant qu'aucune explication sociodémographique ne permettait d'expliquer l'écart séparant les femmes et les hommes. En fait, à l'instar de cet auteur, nous croyons

que c'est peut-être moins le sexe en soi qu'un amalgame de variables sociodémographiques et attitudinales qui permet le mieux de définir le comportement électoral des femmes et des hommes.

Dans une autre tentative d'explication du vote des femmes au référendum québécois de 1980, Évelyne Tardy avançait que les différences observables dans les sondages entre les intentions de vote des femmes et celles des hommes tenaient principalement à des facteurs d'ordre sociodémographique. Elle écrivait :

Les différences que l'on observe, globalement, entre les hommes et les femmes quant à l'appui donné à chacune des deux options référendaires ne tiennent pas à des différences biologiques ou même psychologiques entre les hommes et les femmes, mais, au contraire, au fait qu'il y a plus de femmes que d'hommes dans la catégorie des personnes âgées, dans la catégorie des personnes moins scolarisées, dans la catégorie des personnes sans emploi rémunéré, dans la catégorie des bas salaires... catégorie surreprésentée dans le camp du non⁴.

En suivant ce raisonnement, puisque les écarts femmes-hommes à propos des intentions de vote référendaire tiennent à une répartition inégale de celles-là et de ceux-ci entre différentes catégories sociodémographiques (avec pour conséquence que c'est moins parce qu'elles sont femmes que parce qu'elles sont plus âgées qu'une majorité de femmes préfèrent le non), le *gender gap* devrait fondre comme neige au soleil dans un échantillon statistiquement équilibré. Pourtant, il nous semble que c'est peut-être là accorder une trop grande valeur explicative à des données sociodémographiques plutôt qu'aux données relatives aux attitudes et au contexte.

Selon l'objectif que nous nous sommes fixé, c'est-à-dire de penser les femmes comme une force politique dans le contexte du référendum de 1995, nous avons précédemment réagi à l'approche respectivement utilisée par Blais et Tardy. Nous écrivions alors qu'une approche du comportement électoral des femmes par rapport à la question nationale et, plus particulièrement, aux options constitutionnelles ne peut se limiter à la prise en considération de simples variables sociodémographiques :

en supposant que l'on puisse constituer un échantillon parfaitement représentatif de femmes et d'hommes, au regard de certains traits (ce qui est peu probable, considérant l'instabilité et la complexité du tissu social), cette [approche] accorde beaucoup plus

4. Évelyne Tardy, « Les femmes et la campagne référendaire », *Québec : un pays incertain*, op. cit., p. 185.

de valeur explicative aux caractéristiques socioéconomiques liées aux conduites politiques qu'elles n'en ont en réalité⁵.

Nous ajoutons qu'une explication des écarts entre l'appui des femmes et celui des hommes à la souveraineté du Québec allait au-delà de la prise en compte de différences sociodémographiques et qu'il fallait intégrer dans les hypothèses explicatives les valeurs et les attitudes pour en arriver à une compréhension plus approfondie de ces écarts : « Des variables attitudinales sont plus appropriées pour saisir des opinions politiques et éventuellement, pour en comprendre la nature et le sens⁶ ». C'est précisément l'approche que nous adoptons dans le présent texte.

Dans la foulée des analyses postréférendaires de 1995, Elisabeth Gidengil a cherché à interpréter les résultats de sondages référendaires sous l'angle des différences basées sur la variable du sexe. Son analyse faisait ressortir des conclusions très significatives : les femmes sont restées moins favorables à la souveraineté du Québec jusqu'à la fin de la campagne référendaire de 1995. Pourtant, c'est auprès des femmes que le oui a fait le plus de gains entre le début et la fin de la campagne. Qui plus est, il ne semble pas y avoir eu de circonstances influençant les gains réalisés par le camp du oui chez les femmes, ce qui signifie également, souligne Gidengil, que l'épisode des remarques controversées de Lucien Bouchard sur le faible taux de natalité des femmes de race blanche n'a pas eu d'effet défavorable chez les femmes et n'a pas stoppé la progression de cette option chez celles-ci. En vue de mieux saisir la dynamique des rapports entre les variables du sexe et les options constitutionnelles, cette auteure a relevé aussi deux questions auxquelles aucune réponse satisfaisante n'a été donnée : a) Pourquoi y a-t-il moins de femmes enclines à appuyer la souveraineté du Québec dans les sondages ? ; b) Pourquoi y a-t-il davantage de femmes que d'hommes qui refusent de révéler leur intention de vote⁷ ?

À l'aide de données originales obtenues à partir d'un nouveau sondage, nous voulons explorer ici différentes avenues en ce qui a trait aux caractéristiques des femmes et des hommes qui se retrouvent derrière chacune des deux grandes options constitutionnelles. L'examen des caractéristiques sociodémographiques des femmes et des hommes permet-il de répondre au moins partiellement aux questions

5. Chantal Maillé et Manon Tremblay, « Femmes et référendum : une force politique incontournable », Guy Lachapelle (dir.), *L'impact référendaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 353.

6. *Ibid.*

7. Voir : Elisabeth Gidengil, « The Gender Gap in Support for Quebec Sovereignty », communication présentée lors de la rencontre annuelle de l'Association canadienne de science politique, Brock University, juin 1996.

que pose Blais sur la méconnaissance du comportement électoral des Québécoises ? Permet-il également de vérifier les hypothèses énoncées par Tardy suivant lesquelles les écarts femmes-hommes dans l'appui à la souveraineté seraient le résultat de la surreprésentation des femmes dans certaines catégories sociales ? En se basant sur certaines attitudes et valeurs politiques, peut-on soutenir que les femmes, étant plus conservatrices sur le plan social, rejetteraient en plus grand nombre que leurs compagnons l'option de la souveraineté du Québec, comme nombre d'études de science politique le prétendent ? Existe-t-il des différences significatives entre les femmes souverainistes et les femmes fédéralistes en regard des attitudes telles que l'intérêt pour la politique et le débat constitutionnel, la perception des actrices et des acteurs politiques, la perception de la place des femmes dans la société et du féminisme ? Le sondage effectué permettra de fournir des éléments de réponse à ces questions.

PRÉSENTATION DE LA MÉTHODE D'ANALYSE

Les résultats présentés dans cet article proviennent du sondage Omnibus SONDAGEM d'avril 1997. Pour cette enquête, 1 073 personnes ont été interrogées, pour un taux de réponse de 63,2 % (l'échantillon de départ comptait 1 698 unités). L'échantillon, du type probabiliste stratifié non proportionnel, comprenait trois strates, soit la région métropolitaine de Montréal, la région métropolitaine de Québec et le reste de la province. Il a été établi de façon aléatoire, par ordinateur, à partir de listes de numéros de téléphone résidentiels du Québec par la méthode du hasard systématique. Les entrevues ont été réalisées en centrale téléphonique depuis Montréal, entre le 2 et le 13 avril 1997. L'échantillon d'arrivée est représentatif de la population adulte du Québec en regard des caractéristiques du sexe (il compte 51,1 % de femmes), de l'âge, du niveau de scolarité, de l'état civil, de la langue maternelle, de l'occupation et des revenus. Avec un seuil de confiance de 95 %, la marge d'erreur maximale pour un tel sondage se situe à plus ou moins 3,1 %. L'analyse présentée dans ce texte ne tient pas compte des personnes discrètes.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans cette section, nous voulons faire ressortir les caractéristiques de l'échantillon. La comparaison se fera d'abord entre les femmes et les hommes. Rappelons l'hypothèse sur laquelle s'appuie l'analyse de cet axe : il est impossible de penser les femmes et les hommes comme des catégories électorales radicalement polarisées, puisque à de

nombreux égards électrices et électeurs se rejoignent bien davantage qu'elles et ils ne s'opposent. Dans le deuxième axe, nous voulons vérifier les similitudes et les différences entre les femmes qui sont favorables à la souveraineté et celles qui y sont opposées. Nous postulons comme point de départ qu'il n'existe pas une telle chose que le vote des femmes, puisque les femmes constituent un groupe non homogène en ce qui a trait à l'attitude par rapport aux différentes options constitutionnelles. Dans l'examen des caractéristiques de l'échantillon, nous voulons vérifier l'incidence des caractéristiques sociodémographiques. Rappelons que la littérature sur les femmes et leurs options constitutionnelles tend à soutenir que moins de femmes que d'hommes sont en faveur de la souveraineté. Comme il a été mentionné précédemment, on explique ce phénomène entre autres par une surreprésentation des femmes dans certaines catégories sociodémographiques (personnes âgées, personnes non-actives sur le marché du travail), ou encore par un conservatisme plus prononcé chez les femmes. Nous voulons ici tenter de cerner les différences et ressemblances entre les femmes qui voteraient oui à un éventuel référendum et celles qui voteraient non. Ces femmes forment-elles des blocs homogènes pour ce qui est des caractéristiques sociodémographiques? Dans le domaine des valeurs, que fait ressortir le croisement entre l'appui à une option constitutionnelle et les questions sur le féminisme? Et qu'en est-il de l'intérêt pour la politique et le débat constitutionnel?

Intentions de vote au référendum

L'axe femmes-hommes

À la question « Si un référendum avait lieu aujourd'hui et que la question portait sur : « Voulez-vous que le Québec devienne un pays souverain », voteriez-vous oui ou non? », 41,1 % des femmes contre 46,0 % des hommes ont opté pour l'option souverainiste. Ces résultats s'inscrivent dans les conclusions de sondages déjà réalisés, où les femmes affichaient un intérêt légèrement moins prononcé pour la souveraineté du Québec⁸. La question se pose maintenant de savoir si la prise en compte d'un certain nombre de caractéristiques permettrait de mieux comprendre cet écart femmes-hommes par rapport à la question de la souveraineté du Québec. Nous avons ainsi retenu cinq caractéristiques habituellement à l'étude dans les sondages, soit l'âge, les années de scolarité, le statut matrimonial, la situation d'emploi et le revenu familial.

8. Pour un aperçu de ces sondages, voir notre texte dans *L'impact référendaire*, op. cit.

Au chapitre de la variable de l'âge, les femmes et les hommes qui optent pour le camp du oui se distinguent peu. En fait, les écarts se manifestent surtout entre les femmes et les hommes qui veulent voter non à un prochain référendum sur la souveraineté du Québec : alors que ce sont surtout les femmes âgées qui optent pour le *statu quo* constitutionnel, les hommes se répartissent à peu près également entre les catégories d'âge retenues. Cela vient nourrir l'hypothèse émise par Tardy : les différences observées entre les femmes et les hommes quant aux intentions de vote référendaire seraient attribuables – du moins en partie – à une surreprésentation des femmes dans la catégorie des personnes âgées.

Pour ce qui est de la variable des années de scolarité, de nouveau des écarts se manifestent, non pas entre les femmes et les hommes qui optent pour le oui, mais entre celles et ceux qui choisissent le non ; une majorité de femmes qui s'identifient au non ont au plus terminé une douzième année, cette proportion étant d'un peu plus du tiers des hommes dans le même camp. En fait, trois hommes sur cinq qui choisissent le non ont au moins 13 années de scolarité.

Les Québécoises et les Québécois qui optent pour le oui se trouvent dans des situations matrimoniales fort différentes : près de la moitié de ces femmes sont mariées, contre un peu plus du tiers des hommes ; une femme souverainiste sur cinq est célibataire, comparativement à un peu moins d'un homme sur trois. Du côté des femmes et des hommes qui optent pour le non, proportionnellement il y a deux fois plus de veuves et de divorcées que de veufs ou divorcés ; le pourcentage de célibataires est de 14,9 % pour les femmes et de 22,8 % pour les hommes.

Lorsqu'on considère la situation d'emploi, on remarque certaines différences entre les femmes et les hommes qui sont en faveur de l'option souverainiste. Primo, un certain nombre de femmes ont déclaré tenir maison, option dans laquelle aucun homme ne s'est inscrit⁹. Secundo, une part bien plus importante de femmes que d'hommes en faveur du oui ont déclaré avoir un emploi à temps plein, un tel écart femmes-hommes se manifestant aussi chez les personnes en faveur du non. Ces mêmes situations d'emploi en fonction du sexe se rencontrent chez les personnes en faveur du non. En outre, la composition de ce groupe en fonction des sexes est marquée d'un écart impressionnant : un peu moins de trois hommes sur quatre sont intégrés au marché du travail (à temps plein ou partiel), alors que moins d'une femme sur deux travaille. Une dernière distinction femmes-hommes peut être observée au sein du groupe qui appuie le

9. Cette question était ouverte, c'est-à-dire qu'aucun choix de réponse n'était offert à la répondante ou au répondant qui devait simplement décrire sa principale occupation.

non : alors qu'une femme sur trois a déclaré être à la retraite, un homme sur cinq se classe dans la catégorie des retraités.

Finalement, la dernière caractéristique sociale considérée est celle du revenu annuel du foyer qui, au demeurant, n'est pas le lieu d'écarts importants entre les femmes et les hommes, si ce n'est dans la catégorie des foyers économiquement plus faibles. Les résultats obtenus reflètent des tendances sociétales, la pauvreté étant vécue davantage au féminin qu'au masculin¹⁰.

L'axe femmes pour le oui – femmes pour le non

Selon les données recueillies, une majorité de femmes (59 %) voterait non à un référendum et 41 % voterait en faveur du oui. Comme l'indique le tableau 1, le non domine dans presque toutes les catégories d'âge à l'exception des femmes de 18 à 24 ans, qui sont à plus de 61 % dans l'option du oui, contre 38,4 % dans l'option du non, et des femmes de 35 à 44 ans, qui appuient l'option du oui à 52,8 % contre 47,2 % qui appuient l'option du non. Chez les autres groupes d'âge, l'écart varie passablement. Plus la femme est âgée et moins elle est en faveur du oui, avec un écart très important entre les femmes de moins de 54 ans et celles de 55 ans et plus : chez les 45-54 ans, 45,7 % des femmes sont en faveur du oui, et ce pourcentage baisse à 18,6 % pour les femmes de 55 à 64 ans et enfin à 17,3 % pour les femmes de 65 ans et plus. Les pourcentages de femmes en faveur du non sont donc les suivants : 38,4 % pour les femmes de 18 à 24 ans, 51,8 % pour les femmes de 25 à 34 ans, 47,2 % pour les femmes de 35 à 44 ans, 54,3 % pour les femmes de 45 à 54 ans, 81,4 % pour les femmes de 55 à 64 ans et 82,7 % pour les femmes de plus de 65 ans. L'âge semble donc polariser le vote des femmes de plus de 55 ans, mais il faut remarquer que chez les femmes plus jeunes l'écart entre le oui et le non ne permet pas de parler d'un comportement propre aux femmes, puisque l'écart entre le oui et le non dans les groupes d'âge de moins de 55 ans est assez faible. À propos de l'influence de l'âge sur l'appui à la souveraineté, Jean Crête écrivait :

En relisant les écrits des politologues qui ont examiné les relations entre l'âge des électeurs et l'appui au projet souverainiste, nous n'avons rien trouvé qui justifie l'idée selon laquelle l'appui à la souveraineté se modifie avec l'âge. Au contraire, il semble y avoir une certaine stabilité d'un cycle de vie à l'autre. On ne doit pas se surprendre de ce phénomène. En effet, l'expression de

10. Pour s'en convaincre, voir : Québec, *Les Québécoises déchiffrées. Portrait statistique*, Sainte-Foy, Les Publications du Québec, 1995, p. 129-153.

Tableau 1
Intention de vote des femmes au référendum, selon certaines caractéristiques sociales et l'orientation référendaire

	Femmes Oui (%)	Femmes Non (%)
<i>Âge</i>		
18-24 ans	61,6	38,4
25-34 ans	48,2	51,8
35-44 ans	52,8	47,2
45-54 ans	45,7	54,3
55-64 ans	18,6	81,4
65 ans et plus	17,3	82,7
<i>Degré de scolarité</i>		
0-7 années	20,9	79,1
8-12 années	40,1	59,9
13-15 années	48,9	51,1
16 années et plus	42,8	57,2
<i>Statut matrimonial</i>		
Mariée	39,5	60,5
En union libre	59,1	40,9
Célibataire	49,5	50,5
Veuve/divorcée	25,2	74,8
<i>Situation d'emploi</i>		
À temps plein	46,7	53,3
À temps partiel	60,2	39,8
En recherche d'emploi	60,2	39,8
Aux études	55,3	44,7
Aux soins de la maison	29,8	70,2
À la retraite	16,4	83,6
Autre	50,2	49,8
<i>Revenu</i>		
0 \$-9 999 \$	62,6	37,4
10 000 \$-19 999 \$	33,4	66,6
20 000 \$-29 999 \$	39,4	60,6
30 000 \$-39 999 \$	44,4	55,6
40 000 \$-49 999 \$	45,7	54,3
50 000 \$-59 999 \$	47,0	53,0
60 000 \$ et plus	46,3	53,7

l'option souverainiste se fonde sur une attitude plus fondamentale, qui est celle du sentiment d'appartenance à la communauté politique québécoise. De telles attitudes varient peu dans le temps, sauf si des événements majeurs transforment la situation¹¹.

Gidengil a aussi établi l'importance du facteur âge sur l'option constitutionnelle des femmes dans son analyse des sondages préférendaires de 1995 : « L'effet anticipé de l'âge devient très évident, les femmes âgées et davantage encore les hommes âgés étant significativement moins enclins à voter Oui. »¹²

Chez les femmes, l'appui au oui croît avec les années de scolarité, sauf pour les femmes les plus scolarisées, c'est-à-dire ayant terminé 16 années et plus de scolarité, mais cet appui n'est majoritaire dans aucune catégorie. Les femmes qui ont complété de 0 à 7 années de scolarité sont en faveur du non à 79,1 %, mais ce pourcentage baisse à 57,2 % pour les femmes ayant 16 années et plus de scolarité, alors qu'il est de 59,9 % pour les femmes ayant de 8 à 12 années de scolarité et qu'il est de 51,1 % pour les femmes ayant de 13 à 15 années de scolarité. Dans cette dernière catégorie, les deux options sont à peu près nez à nez. Sauf pour les femmes les moins scolarisées, on ne peut avancer que le niveau de scolarité entraîne un comportement particulier relativement aux options constitutionnelles, puisque l'on retrouve des femmes dans les deux options.

Le croisement de l'appui aux options constitutionnelles avec le statut matrimonial montre que ce sont les femmes vivant en union libre qui sont le plus favorables au oui, avec 59,1 %, contre 40,9 % en faveur du non. Pour les autres catégories, ce sont les veuves et les divorcées qui sont le plus en faveur du non, dans un pourcentage de 74,8 %, alors que chez les femmes mariées ce pourcentage descend à 60,5 % en faveur du non et qu'il est de 50,5 % pour les femmes célibataires. Dans ce dernier cas, donc, les deux options sont à peu près nez à nez. Cela permet de nuancer l'explication selon laquelle les femmes sans conjoint seraient les moins favorables à la souveraineté, explication déjà avancée par André Blais et Richard Nadeau. Ceux-ci, dans leur étude sur la clientèle péquiste de 1970 à 1980, concluaient que les femmes de la région de Montréal étaient moins nombreuses que les hommes à donner leur appui au Parti québécois pour des raisons ayant trait à la prédominance de l'influence masculine sur le vote des femmes. Ils écrivaient :

11. Jean Crête, « Le poids de l'âge sur le vote », dans Guy Lachapelle *et al.*, *L'impact référendaire*, *op. cit.*, p. 344-345.

12. Elisabeth Gidengil, *op. cit.*, p. 14.

Pour ce qui est de la différence entre les hommes et les femmes, elle ne se manifeste vraiment qu'à Montréal, mais de façon croissante avec les années. À l'extérieur de Montréal, tout indique que l'unanimité partisane du ménage empêche toute différence de s'exprimer. À Montréal, par contre, la remise en question de cette unanimité, de même que l'augmentation des familles monoparentales, a accru la différence entre le vote des hommes et celui des femmes¹³.

Du côté de la situation d'emploi, les femmes au foyer et les retraitées sont les plus favorables au non, avec des pourcentages respectifs de 70,2 % et 83,6 %. L'option du oui est majoritaire pour les femmes qui travaillent à temps partiel, qui sont à la recherche d'un emploi ou qui sont aux études; les femmes qui travaillent à temps plein sont en faveur du non à 53,3 %, et du oui à 46,7 %. Le pourcentage des femmes qui prônent le oui est de 60,2 % chez les femmes qui travaillent à temps partiel; il est exactement le même pour les femmes à la recherche d'un emploi, et il est de 55,3 % pour les femmes qui sont aux études. De ces données sur la situation d'emploi, il ne ressort pas de portrait type de la femme qui est en faveur du oui ou de celle qui favorise le non. On retrouve encore une fois des femmes dans les deux options, bien qu'il y ait une certaine polarisation dans plusieurs catégories de situations d'emploi. Cela indique un changement possible au cours des vingt dernières années dans les facteurs qui influencent le comportement politique, si l'on retourne à l'étude de Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau sur les femmes et la politique en France. En effet, dans cette étude les deux auteures montrent l'existence de comportements spécifiques chez les femmes au foyer ou n'exerçant pas d'activité rémunérée, lesquelles étaient vues comme moins politisées et plus conservatrices que les femmes actives sur le marché du travail. En guise d'explication, les deux auteures écrivaient : « Comme si la réclusion domestique entraînait un processus de *recolonisation* mentale d'une population qui avait pourtant eu en main, à un moment ou un autre, des armes utiles pour réaliser son émancipation¹⁴ ». Elles allaient même jusqu'à discerner un modèle culturel propre aux femmes au foyer :

L'affectation au foyer est porteuse d'un modèle culturel propre puisque, même placées dans les moins mauvaises conditions pour se forger de la société une vision « moderniste », les femmes

13. André Blais, Richard Nadeau, « L'appui au Parti québécois, évolution de la clientèle de 1970 à 1981 », dans Jean Crête (dir.), *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin Éditeur, 1984, p. 279-318.

14. Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses Universitaires de France, 1983, p. 101.

ignorant tout de la vie professionnelle n'ont pas vraiment approché le monde politique et se sont raccrochées à des références conservatrices, en harmonie avec leur propre vie puisque centrées sur la famille, et leur renvoyant d'elles-mêmes une image cohérente. Elles ont adopté des jugements politiques valorisant précisément l'itinéraire qu'elles ont emprunté et les justifiant le mieux d'être ce qu'elles sont : des femmes un peu à l'écart du monde et veillant sur autrui. Tout n'est donc pas transmis, beaucoup peut être reconstruit comme autojustification¹⁵.

Au Québec, plusieurs analystes ont déclaré que la vulnérabilité économique des femmes expliquait leur moins grande propension à appuyer la souveraineté du Québec :

L'un des thèmes récurrents dans les commentaires faits au cours de la campagne voulait que les femmes étaient plus hésitantes à voter oui parce qu'elles étaient pauvres et effrayées. (...) Il demeure une possibilité que les femmes aient été plus hésitantes à s'engager [en faveur du oui] parce qu'elles étaient davantage craintives, indépendamment de leur situation économique. C'était un thème fréquent et, il faut le dire, souvent condescendant dans les reportages sur le *gender gap*¹⁶.

Pour ce qui est du revenu, le oui l'emporte dans une seule catégorie de revenus, soit celle des femmes dont le foyer a un revenu de moins de 9 999 \$ par année, avec un pourcentage de 62,6 %. Chez les autres, le non l'emporte et le plus fortement dans les groupes dont le foyer a un revenu de 10 000 \$ à 19 999 \$, avec un pourcentage de 66,6 %. Néanmoins, plus le revenu du ménage est élevé et plus l'écart se rétrécit, puisque dans la catégorie des revenus de plus de 60 000 \$ on retrouve 53,7 % de femmes pour le non et 46,3 % pour le oui.

Ce premier examen statistique permet de voir que les femmes dans l'une et l'autre des options constitutionnelles ne correspondent pas à un seul modèle; en fait, il n'existe pas de portrait type ni de la femme souverainiste ni de la femme fédéraliste. Bien que certains traits ressortent davantage, il faut aussi voir qu'aucune caractéristique sociodémographique ne permet de départager l'électorat féminin d'un côté ou de l'autre des deux options constitutionnelles. Il n'y a pas qu'une seule image de la femme en faveur de la souveraineté, comme il n'y a pas qu'une seule image de la femme qui s'y oppose. Nos résultats montrent l'importance de la nuance lorsqu'il s'agit de tracer des portraits types de l'électorat féminin, que l'on ne saurait décrire comme un tout homogène. Les femmes, pas plus que les hommes, ne

15. *Ibid.*, p. 104.

16. Elisabeth Gidengil, *op. cit.*, p. 5.

forment un électorat unidimensionnel. C'est pourquoi il convient d'être prudentes devant les stéréotypes que l'on continue trop souvent de véhiculer dans les analyses qui abordent le sujet des femmes et de la souveraineté.

Certains déterminants du vote

Y a-t-il des événements, ou encore certaines personnes, dont l'influence pourrait expliquer l'appui donné à l'une ou à l'autre des deux options constitutionnelles ? Deux questions ont été posées afin de cerner les facteurs pouvant exercer une influence sur l'intention de vote référendaire des femmes et des hommes. Ces questions sont formulées ainsi : a) « Les facteurs suivants seront-ils très importants, assez importants, peu importants ou pas du tout importants dans votre décision de voter pour ou contre la souveraineté du Québec : votre situation financière personnelle, l'avenir de vos enfants, la possibilité de perdre l'usage du dollar canadien, la stabilité économique d'un Québec souverain, votre propre situation d'emploi, votre confiance dans les leaders politiques comme Lucien Bouchard ou Jean Chrétien ? » ; b) « Les personnes suivantes pourraient-elles exercer une influence sur votre décision de voter pour que le Québec devienne ou non souverain : votre partenaire, vos enfants, votre père, votre mère, vos amis et amies, votre milieu de travail ? »

L'axe femmes-hommes

De façon générale, il se dégage bien plus de points communs que de différences entre les opinions des femmes et celles des hommes. Ainsi, une majorité de répondantes et de répondants s'entendent pour dire que leur situation financière constitue un facteur « très » ou « assez » important dans leur décision de voter pour ou contre la souveraineté du Québec, ainsi que l'avenir de leurs enfants, la stabilité économique d'un Québec souverain, leur propre situation d'emploi et la confiance dans les chefs politiques. On observe quand même de légers écarts d'intensité entre les femmes et les hommes, par exemple en ce qui concerne la possibilité de perdre l'usage du dollar canadien, la stabilité économique d'un Québec souverain et la confiance dans les chefs politiques. On remarque qu'une majorité de femmes et d'hommes considèrent l'avenir de leurs enfants comme un facteur « très » ou « assez » important dans leur décision de voter pour l'une ou l'autre des deux options.

La même uniformité se dégage des réponses des femmes et des hommes à la question concernant l'influence de l'entourage quant à la

façon de voter à un référendum sur la souveraineté du Québec. En effet, pour les répondantes et les répondants, le ou la partenaire, les enfants, le père ou la mère, les amies et amis, ainsi que le milieu de travail ne constituent pas des forces susceptibles d'influencer les intentions de vote à un éventuel référendum.

L'axe femmes pour le oui – femmes pour le non

La situation financière est un facteur qui entre en ligne de compte dans la décision d'appuyer l'une ou l'autre option constitutionnelle pour un plus grand pourcentage de femmes en faveur du non (62,8 %) que de femmes en faveur du oui (50,8 %). Le facteur concernant l'avenir des enfants joue de la même façon pour les femmes appuyant le oui (85,0 %) et pour celles qui appuient le non (83,8 %). La perte de l'usage du dollar canadien est un facteur très important pour 80,4 % des femmes du côté du non contre 42,4 % des femmes du côté du oui, alors que la question de la stabilité économique préoccupe 88,9 % des femmes du côté du oui et 81,1 % des femmes du côté du non. Le thème de l'emploi est aussi un facteur important pour une majorité de femmes des deux camps, soit 62,7 % des femmes dans celui du oui et 68,8 % des femmes dans celui du non, alors que la confiance accordée aux chefs est un facteur important pour 75,9 % de la catégorie du oui contre 69,5 % de la catégorie du non. Sur ce point, les femmes reflètent assez bien les thèmes mis de l'avant par leur camp respectif : dans le camp du non, on se réfère beaucoup à la sécurité financière, au symbole du dollar canadien, mais on peut aussi remarquer que pour les femmes des deux camps, c'est très majoritairement l'avenir de leurs enfants qui justifie leur choix, ce qui montre que l'identité de mère structure très fortement la vie des femmes, peu importe le camp constitutionnel choisi, quoique ceci soit également vrai pour les hommes.

Relativement à l'influence des membres de l'entourage, on remarque qu'un très faible pourcentage de femmes dans chaque camp identifie des personnes de son entourage comme pouvant influencer leur décision. L'influence du partenaire est un peu plus forte pour les femmes du côté du oui (23,3 %) que pour les femmes du côté du non (15,5 %) ; un écart est observable également pour ce qui est de l'influence des enfants, 19,9 % des femmes pour le oui contre 13,0 % des femmes pour le non. L'influence du père ou de la mère ne crée pas d'écart significatif entre les deux camps, puisque de part et d'autre entre 10 et 11 % des femmes ont affirmé que le père ou la mère pouvait avoir une influence sur leur choix. À noter également que l'influence du père n'est pas plus forte que celle de la mère. Les amis pourraient influencer un peu plus de femmes pour le oui (15 %) que de femmes pour le non (10,2 %). Le milieu de travail pourrait influencer

un peu plus de femmes en faveur du non (15,3 %) que de femmes en faveur du oui (11,1 %). Ces résultats obligent à revoir les théories sur le vote des femmes, où celles-ci sont décrites comme facilement influençables par leur entourage parce qu'elles n'ont pas la compétence pour se faire une opinion éclairée sur les grandes questions politiques.

Intérêt pour la politique et le débat constitutionnel

Si peu de choses semblent caractériser de façon spécifique les femmes dans chacune des deux options constitutionnelles, est-ce parce qu'elles attachent peu d'importance à la politique et aux débats constitutionnels, ce qui permettrait d'émettre l'hypothèse selon laquelle beaucoup de femmes se retrouvent indistinctement dans un camp ou dans l'autre des options constitutionnelles sans une justification forte de leur position personnelle, ou avec des convictions assez faibles en faveur de leur option ? En ce sens, on a beaucoup parlé, lors du dernier référendum, des souverainistes « mous ». Cette appellation peut-elle être reprise pour expliquer la position des femmes par rapport aux options constitutionnelles ? Par ailleurs, de façon générale, nous avons tenté d'évaluer l'intérêt accordé à la politique et aux questions constitutionnelles dans un contexte où l'on ne cesse d'écrire sur le cynisme de la population à l'endroit de la classe politique et où les politiciens et politiciennes sont de plus en plus souvent traités de menteurs. Enfin, nous avons voulu savoir si l'intérêt pour la politique et les questions constitutionnelles étaient des facteurs permettant de caractériser davantage les femmes de l'une ou l'autre des deux options constitutionnelles. On a en effet souvent décrit les femmes du camp du non comme une clientèle moins politisée, composée essentiellement de femmes s'estimant peu compétentes sur les sujets politiques. Ici, l'image laissée par la manifestation des Yvettes aux femmes du camp du non continue de s'imposer. Naomi Black résume sur le mode ironique les stéréotypes qui ont été véhiculés autour des Yvettes :

C'est donc dire que les Yvettes, si elles ne sont pas des antiféministes, sont quand même des femmes au foyer, des idiotes politiques (rappelons Aristote), des femmes d'un parti et d'une politique qu'elles ne peuvent pas comprendre. Et le plus qu'on puisse dire, c'est qu'elles ont pu jouer un peu le jeu de la politique et commencer d'y apprendre leur petite leçon¹⁷.

17. Naomi Black, « Les Yvettes: qui sont-elles ? » dans Anita Caron (dir.) *et al. Thérèse Casgrain. Une femme tenace et engagée*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1993, p. 167.

À ce propos, nous avons donc posé ces deux questions : « En général, est-ce que vous vous intéressez beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la politique ? » et « Personnellement, accordez-vous beaucoup d'intérêt, assez d'intérêt, peu d'intérêt ou pas du tout d'intérêt à ce qui entoure le débat constitutionnel « Québec-Canada » ? » Voici les résultats.

L'axe femmes-hommes

Contrairement aux résultats obtenus à la question portant sur les intentions de vote, on note cette fois des écarts importants entre les réponses des femmes et celles des hommes. Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à se déclarer « beaucoup » ou « assez » intéressées par la politique ; en fait, plus de sept femmes sur dix se disent « peu » ou « pas du tout » intéressées par la politique, contre 56 % des hommes qui adoptent cette dernière position. Lorsqu'il est question du débat constitutionnel, les femmes sont également moins nombreuses que les hommes à déclarer avoir « beaucoup » ou « assez » d'intérêt pour le débat constitutionnel. En somme, moins de femmes que d'hommes manifestent un intérêt soutenu pour les questions politiques, bien que le débat constitutionnel les intéresse davantage que les questions politiques d'ordre général. Ces écarts dans les réponses des femmes selon la thématique abordée ne sont peut-être pas étrangers au caractère concret de l'un (le débat constitutionnel) et plutôt abstrait de l'autre (la politique). En outre, la première est d'actualité et fait régulièrement la manchette, alors que la seconde n'a pas nécessairement de référents empiriques concrets.

Tableau 2

Intérêt pour la politique et le débat constitutionnel, selon le sexe

	Femmes (%)	Hommes (%)
<i>Intérêt pour la politique</i>		
Beaucoup	5,7	12,2
Assez	23,2	31,9
Peu	41,6	37,7
Pas du tout	29,4	18,3
<i>Intérêt pour le débat constitutionnel</i>		
Beaucoup	12,8	21,4
Assez	29,0	32,5
Peu	33,7	28,1
Pas du tout	24,4	18,1

L'axe femmes pour le oui – femmes pour le non

En relation avec la soi-disant incompétence politique des femmes favorisant le non, les données de notre sondage montrent que peu de choses séparent les femmes des deux camps pour ce qui est de l'intérêt pour la politique et les questions constitutionnelles, questions qui permettent d'établir un indice de compétence politique. Comme le montre le tableau 3, l'intérêt pour la politique se répartit assez également entre les femmes des deux camps : 5,5 % des femmes pour le oui contre 6,8 % des femmes pour le non s'intéressent beaucoup à la politique, alors que 26,3 % des femmes pour le oui contre 24,9 % des femmes pour le non s'y intéressent « assez ». Dans la catégorie correspondant à un faible intérêt pour la politique, on retrouve 44,2 % des femmes du côté du oui contre 40,3 % des femmes du côté du non, alors que dans celles qui ne s'y intéressent pas du tout, on retrouve 24,1 % des femmes pour le oui contre 28,1 % des femmes pour le non. Il faut souligner que plus du quart des femmes ne s'intéressent pas du tout à la politique, et que si l'on additionne les réponses des femmes qui s'y intéressent peu, c'est plus de 68 % des femmes de l'échantillon, soit plus des deux-tiers, qui ont un intérêt très relatif pour la politique. Cela confirme les analyses selon lesquelles nous vivons une véritable crise de la démocratie représentative, observable à partir d'un désintéressement marqué de la population à l'endroit des institutions de la politique formelle.

Tableau 3

Intérêt des femmes pour la politique et le débat constitutionnel, selon l'orientation référendaire

	Oui (%)	Non (%)
<i>Intérêt pour la politique</i>		
Beaucoup	5,5	6,8
Assez	26,3	24,9
Peu	44,2	40,3
Pas du tout	24,1	28,1
<i>Intérêt pour le débat constitutionnel</i>		
Beaucoup	11,5	17,9
Assez	33,9	27,6
Peu	31,7	30,6
Pas du tout	22,9	23,8

Qu'en est-il de l'intérêt pour le débat constitutionnel ? Les femmes expriment-elles le même désintérêt pour ces questions que pour la politique ? On pourrait formuler l'hypothèse que l'intérêt à l'endroit du débat constitutionnel devrait être plus faible que l'intérêt pour la politique, puisqu'il ne s'agit là que d'un volet de l'ensemble du jeu politique. Or, tout au contraire, dans ce sondage, plus de femmes expriment de l'intérêt pour le débat constitutionnel que pour la politique. On pourrait y voir un résultat contradictoire, mais on peut aussi penser, comme nous l'avons déjà évoqué, que le débat constitutionnel constitue une référence plus précise, moins abstraite que la politique, terme qui couvre un spectre sans fin d'événements et de niveaux d'action. Encore une fois, peu de choses distinguent les femmes des deux camps. Les femmes du côté du non sont plus nombreuses à répondre qu'elles s'intéressent beaucoup au débat constitutionnel : 17,9 % contre 11,5 % pour les femmes du côté du oui. Cependant, si l'on additionne à cette première catégorie de femmes qui s'intéressent beaucoup au débat constitutionnel les répondantes qui disent s'y intéresser assez, l'écart entre les femmes du oui et celles du non se trouve nuancé, puisque 33,9 % des femmes pour le oui contre 27,6 % des femmes pour le non se retrouvent dans cette catégorie de réponse, ce qui donne 45,4 % des femmes en faveur du oui et 45,5 % des femmes en faveur du non qui s'intéressent beaucoup ou assez au débat constitutionnel, mais plus de femmes du non que de femmes du oui qui s'y intéressent beaucoup. On obtient des pourcentages assez semblables de femmes du oui et du non s'intéressant peu ou pas du tout au débat constitutionnel ; 31,7 % des femmes du oui contre 30,6 % des femmes du non s'intéressent peu au débat constitutionnel, alors que 22,9 % des femmes du oui et 23,8 % des femmes du non ne s'y intéressent pas du tout. Si l'on compare l'intérêt pour le débat constitutionnel avec l'intérêt pour la politique, on peut observer que les femmes s'intéressent davantage au débat constitutionnel, puisque plus de 45 % des femmes des deux options disent s'y intéresser beaucoup ou assez, alors que seulement 31 % des femmes ont répondu s'intéresser assez ou beaucoup à la politique.

Perception des actrices et des acteurs politiques

La politique étant demeurée un monde d'hommes, du moins au niveau des pourcentages, et ce, autant au niveau municipal que provincial et fédéral, qu'en est-il de la confiance manifestée à l'endroit des élus et élues ? Nous avons ici posé deux questions destinées à mieux cerner les perceptions qu'a l'électorat de la classe politique en général et des femmes en politique de façon plus spécifique. Les questions posées étaient les suivantes : « Diriez-vous qu'en général,

les personnes élues en politique sont très honnêtes, plutôt honnêtes, plutôt malhonnêtes ou très malhonnêtes ? » et « À votre avis, les femmes en politique sont-elles plus honnêtes, aussi honnêtes, ou moins honnêtes que les hommes en politique ? »

L'axe femmes-hommes

Bien que les écarts observés entre les réponses des femmes et celles des hommes ne soient pas importants au plan quantitatif, ils n'en demeurent pas moins intéressants. Primo, alors qu'une majorité des répondants considèrent que les personnes élues en politique sont « très » ou « plutôt » honnêtes, une majorité des répondantes croient que ces personnes sont « plutôt » ou « très » malhonnêtes. Secundo, de façon générale, les répondantes et les répondants se répartissent de façon équivalente quant à savoir si les politiciennes sont plus honnêtes, aussi honnêtes ou moins honnêtes que leurs collègues masculins ; par ailleurs, il est intéressant de constater qu'un quart des répondantes et des répondants croient que les politiciennes sont plus honnêtes que les politiciens, mais seulement 7 % considèrent qu'elles sont moins honnêtes que les hommes. En cette ère de désillusion de la population face à la gouverne politique, sans doute les femmes désireuses de se présenter en politique bénéficient-elles d'un avantage en ce sens. Encore faut-il que les partis politiques leur fassent une place.

Tableau 4
Perception des actrices et des acteurs politiques, selon le sexe

	Femmes (%)	Hommes (%)
<i>Honnêteté des personnes élues en politique</i>		
Très honnêtes	1,6	1,7
Plutôt honnêtes	43,9	49,3
Plutôt malhonnêtes	37,3	32,6
Très malhonnêtes	17,2	16,4
<i>Honnêteté des femmes politiques par rapport aux hommes politiques</i>		
Plus honnêtes	27,6	24,1
Aussi honnêtes	65,3	68,9
Moins honnêtes	7,1	7,1

L'axe femmes pour le oui – femmes pour le non

À la question sur l'honnêteté des élus en politique, les femmes en faveur du oui sont plus nombreuses à croire en l'honnêteté des personnes élues en politique, alors que les femmes en faveur du non croient en majorité que les élus politiques sont malhonnêtes. En effet, les femmes qui appuient l'option du oui croient à 58,6 % que les personnes élues en politique sont plutôt ou très honnêtes, alors que chez les femmes du camp adverse 38,9 % soutiennent cette position, soit un écart de 20 %. Enfin, les femmes favorables à la souveraineté croient à 41,3 % que les élus politiques sont plutôt ou très malhonnêtes, pourcentage qui grimpe à 61,2 % chez les femmes qui n'appuient pas cette option.

Tableau 5

Perception qu'ont les femmes des actrices et des acteurs politiques, selon l'orientation référendaire

	Femmes Oui (%)	Femmes Non (%)
<i>Honnêteté des personnes élues en politique</i>		
Très honnêtes	1,1	2,8
Plutôt honnêtes	57,5	36,1
Plutôt malhonnêtes	29,1	41,8
Très malhonnêtes	12,2	19,4
<i>Honnêteté des femmes politiques par rapport aux hommes politiques</i>		
Plus honnêtes	25,0	29,9
Aussi honnêtes	68,2	63,4
Moins honnêtes	6,9	6,8

L'écart entre les deux catégories de femmes s'amenuise de beaucoup cependant sur la question de l'honnêteté des femmes en politique. Cinq pour cent de plus de votantes non que de votantes oui croient que les politiciennes sont plus honnêtes, soit 29,9 % de femmes du côté du non contre 25,0 % du côté du oui. Le pourcentage de femmes qui croient que les femmes en politique sont moins honnêtes que les hommes est le même d'un côté comme de l'autre des deux options constitutionnelles, soit 6,8 % et 6,9 %. Enfin, un peu

plus de votantes oui (68,2 %) que de votantes non (63,4 %) croient que les femmes en politique sont aussi honnêtes que les hommes.

Perception de la place des femmes dans la société et du féminisme

Y a-t-il un lien entre, d'une part, la perception de la place des femmes dans la société et du féminisme et, d'autre part, l'option d'un Québec souverain ? Les femmes et les hommes se positionnent-ils de la même façon face à certains des idéaux féministes ? Celles et ceux qui appuient le féminisme sont-ils plus en faveur d'un Québec souverain ? On invoque souvent le conservatisme plus prononcé des femmes pour expliquer qu'elles sont moins nombreuses à donner leur appui au projet souverainiste. Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons choisi de poser une série de questions ayant trait à la situation des femmes dans la société québécoise et à l'appui accordé au féminisme. Pour les fins de l'analyse, nous postulons que l'appui accordé au féminisme peut être interprété comme un signe d'ouverture au changement et que cela est antinomique avec une vision conservatrice de la société. Conséquemment, nous avançons que les femmes qui soutiennent le féminisme ne sont pas conservatrices dans leurs valeurs. Reconnaît-on l'existence d'une forme de discrimination à l'endroit des femmes ? En postulant que la conscience d'une discrimination à l'endroit des femmes témoigne d'une analyse progressiste de la société actuelle, par opposition à une vision conservatrice qui nierait ce phénomène, quatre questions ont été posées, de façon à mieux cerner les opinions des répondantes et répondants par rapport à la place des femmes dans la société et par rapport au féminisme¹⁸. Elles sont formulées ainsi : a) « Dans la société québécoise, les femmes sont-elles victimes de discrimination de façon très importante, assez importante, peu importante ou pas du tout importante ? » ; b) « Diriez-vous qu'au cours des 20 dernières années, la situation des femmes au Québec s'est améliorée beaucoup, assez, un peu ou pas du tout ? » ; c) « Est-ce que cette situation a évolué très rapidement, plutôt rapidement, plutôt lentement, ou très lentement ? » ; d) « Enfin, parmi les opinions suivantes, laquelle correspond le plus à ce que vous pensez du féminisme au Québec : le féminisme a fait plus de tort que de bien quant à l'avancement des femmes, le féminisme n'a plus sa raison d'être aujourd'hui, le féminisme est encore nécessaire si les femmes veulent continuer d'améliorer leur situation. »

18. Ces questions ont déjà été testées dans des études américaines traitant de l'attitude à l'endroit du féminisme. Voir : Roberta S. Sigel, *Ambition & Accommodation. How Women View Gender Relations*, Chicago, University of Chicago Press, 1996.

Pamela Johnston Conover¹⁹ a procédé à une analyse secondaire des données issues de l'étude électorale américaine de 1985. À cette fin elle a créé trois mesures, l'une portant sur l'identité féministe, une deuxième sur les valeurs et une dernière sur les opinions concernant des questions sociopolitiques. Par son analyse, Conover démontre que les Américaines ne constituent pas un bloc monolithique en regard de leurs orientations politiques. Plus précisément, les féministes ont des valeurs différentes de celles des autres femmes, notamment parce qu'elles soutiennent des positions plus libérales que les femmes non féministes et que les hommes en général. Ainsi, l'auteure attribue à ces orientations plus libérales des féministes le *gender gap* par rapport à certaines questions sociales et politiques.

Peut-on appliquer le même raisonnement aux Québécoises face à la question constitutionnelle? Les féministes soutiennent-elles plus que les femmes non féministes l'option souverainiste du Parti québécois? On pourrait le croire, du moins d'un point de vue historique et d'un point de vue idéologique. Historiquement, féminisme et nationalisme ont été intimement liés au Québec, les théories sur l'oppression nationale ayant permis l'édification d'une réflexion sur l'oppression des femmes²⁰. C'est aussi du mouvement nationaliste québécois qu'a émergé à la fin des années 1960 un certain féminisme radical québécois. Néanmoins, le nationalisme est aussi souvent perçu comme une force conservatrice s'opposant à l'émancipation des femmes de leur rôle de mère :

Les formes de nationalisme traditionnel fondées sur l'appropriation des capacités de reproduction biologiques et symboliques des femmes pour garantir la permanence de la nation selon les catégories du même, sont certes contraires à une orientation politique féministe²¹.

19. Pamela Johnston Conover, « Feminists and the Gender Gap », dans *Journal of Politics*, vol. 50, n° 4, p. 985-1010.

20. Voir entre autres : Micheline de Sève, « Québec : le chassé-croisé du genre et de l'ethnie », dans *La Parole Méthèque*, n° 29, mars 1997, p. 6-13 ; celles de Micheline Dumont, « Women of Quebec and the Contemporary Constitutional Issue », dans François-Pierre Gingras (dir.), *Gender and Politics in Contemporary Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1995, p. 153-174 ; Diane Lamoureux, « Nationalism and Feminism in Quebec : An Impossible Attraction », dans Heather Jon Maroney et Meg Luxton (dir.), *Feminism and Political Economy*, Toronto, Methuen, 1987, p. 51-68.

21. Micheline de Sève, *op. cit.*, p. 6.

L'axe femmes-hommes

Dans tous les aspects considérés, il se dégage des écarts importants entre les réponses des femmes et celles des hommes, ceux-ci offrant un soutien plus ténu à certaines des idées associées au féminisme. Ainsi plus d'un homme sur deux (54,1 %) considère que les femmes sont victimes de discrimination de façon «très importante» ou «assez importante» dans la société québécoise, mais plus de deux femmes sur trois (68 %) partagent cette opinion. De même, plus de quatre hommes sur cinq (82,7 %) considèrent que la situation des femmes au Québec s'est «beaucoup» ou «assez» améliorée au cours des 20 dernières années; deux femmes sur trois (66,7 %) sont du même avis. Lorsqu'il s'agit d'évaluer le rythme des transformations de la situation des Québécoises, 47,3 % des hommes considèrent qu'elles ont évolué «très» ou «plutôt» rapidement, alors que 35,5 % des femmes se rangent derrière cette option. Finalement, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à croire que le féminisme est encore nécessaire (69,8 % contre 57,9 %), alors qu'un homme sur trois (37,2 %) juge qu'il n'a plus sa raison d'être.

Tableau 6
*Perception de la place des femmes dans la société et
du féminisme, selon le sexe*

	Femmes (%)	Hommes (%)
<i>Les femmes sont victimes de discrimination de façon...</i>		
Très importante	17,5	8,3
Assez importante	50,5	45,8
Peu importante	23,4	34,5
Pas du tout importante	8,5	11,4
<i>La situation des femmes s'est améliorée...</i>		
Beaucoup	32,4	47,8
Assez	34,3	34,9
Peu	31,1	15,9
Pas du tout	2,3	1,5
<i>Cette situation a évolué...</i>		
Très rapidement	7,6	13,4
Plutôt rapidement	27,9	33,9
Plutôt lentement	50,8	45,8
Très lentement	13,8	7,0
<i>Votre opinion sur le féminisme est...</i>		
qu'il a fait plus de tort que de bien	3,5	5,0
qu'il n'a plus sa raison d'être	26,7	37,2
qu'il est encore nécessaire	69,8	57,9

L'axe femmes pour le oui – femmes pour le non

Sur les questions ayant trait à la situation des femmes et au féminisme, on n'observe aucun écart significatif entre le côté du oui et le côté du non. Très majoritairement, les femmes ont répondu que le féminisme est encore nécessaire, et dans des pourcentages à peu près égaux : 69,5 % des femmes pour le oui et 68,7 % des femmes pour le non. Un peu plus de femmes favorisant le oui ont opté pour la réponse selon laquelle le féminisme n'a plus sa raison d'être, ce qui donne 28,3 % des femmes pour le oui contre 25,6 % des femmes pour le non. Enfin, seulement 3,5 % de l'ensemble des femmes croit que le féminisme a fait plus de tort que de bien, soit 2,3 % des femmes pour le oui et 5,7 % des femmes pour le non.

Tableau 7

Perception qu'ont les femmes de la place des femmes dans la société et du féminisme, selon l'orientation référendaire

	Oui (%)	Non (%)
<i>Les femmes sont victimes de discrimination de façon...</i>		
Très importante	18,6	17,6
Assez importante	51,1	51,5
Peu importante	23,8	22,5
Pas du tout importante	6,5	8,4
<i>La situation des femmes s'est améliorée...</i>		
Beaucoup	31,9	31,6
Assez	34,8	36,6
Peu	32,7	29,1
Pas du tout	0,5	2,6
<i>Cette situation a évolué...</i>		
Très rapidement	3,9	7,2
Plutôt rapidement	32,7	28,2
Plutôt lentement	52,5	49,2
Très lentement	10,9	15,4
<i>Votre opinion sur le féminisme est...</i>		
qu'il a fait plus de tort que de bien	2,3	5,7
qu'il n'a plus sa raison d'être	28,3	25,6
qu'il est encore nécessaire	69,5	68,7

Quelle analyse les femmes font-elles de l'amélioration globale de la condition féminine ? Y a-t-il des clivages selon l'option constitutionnelle qu'elles choisissent ? Là encore, dans les deux groupes, les femmes semblent partager la même analyse : selon 31 % des femmes des deux camps, la situation des femmes s'est « beaucoup » améliorée, et selon 34,8 % des femmes pour le oui et 36,6 % des femmes pour le non elle s'est « assez » améliorée. Enfin, on retrouve un écart de moins de 3 % entre le oui et le non dans les catégories peu et pas du tout. Bref, sur cette question, il n'y a pas lieu de relever de distinction importante entre les adeptes des deux grandes options constitutionnelles.

En ce qui concerne la discrimination, les choix de réponse sont similaires dans les deux groupes de femmes. Ainsi, l'écart dans les quatre choix de réponse est de moins de 1 % trois fois sur quatre et de 2 % une fois sur quatre. Dans les deux camps, 51 % des femmes ont répondu que la discrimination à l'égard des femmes est assez importante, alors que 17,6 % des femmes favorables au non et 18,6 % des femmes favorables au oui ont répondu que la discrimination des femmes était très importante. On peut conclure que peu importe leur option constitutionnelle, les participantes au sondage reconnaissent très majoritairement l'existence d'une forme très importante ou assez importante de discrimination à l'endroit des femmes. Cela va dans le sens de l'analyse de Ethel Klein, qui montre que le féminisme a une signification beaucoup plus importante pour les femmes que pour les hommes :

Pour les femmes, le féminisme fait partie de leur identité personnelle ou de leur conscience. Pour les hommes, le féminisme est une question abstraite de droits et d'obligations. (...) Les préoccupations des hommes à l'endroit du féminisme sont semblables à celles que les blancs expriment par rapport à la discrimination raciale. Il est important pour les blancs de supporter les droits civils, mais le travail nécessaire à la conscientisation du public et des politiciens sur les droits des minorités repose sur les noirs. Avoir de la sympathie pour un groupe ne signifie pas avoir une conscience de groupe.²²

Quelle perception les répondantes ont-elles du changement apporté à la situation des femmes au cours des dernières années ? L'analyse des réponses montre encore une fois que les femmes, qu'elles soient en faveur de la souveraineté ou non, partagent sensiblement la même opinion sur cette question. Le pourcentage de femmes qui considère que la situation s'est beaucoup améliorée au cours des 20 dernières années est le même pour les deux options, soit 31 %. Du côté du non,

22. Ethel Klein, *Gender Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1984, p. 104.

un peu plus de femmes ont répondu que la situation des femmes s'est assez améliorée, soit 36,6 % contre 34,8 % du côté du oui. Enfin, un peu plus de femmes, dans l'option du non, ont répondu que les choses se sont peu ou pas du tout améliorées : peu selon 29,1 % dans l'option du non contre 32,7 % dans l'option du oui ; pas du tout selon moins de 1 % dans l'option du oui contre 2,6 % dans l'option du non. Pour ce qui est de la vitesse à laquelle ce changement s'est opéré, les femmes trouvent majoritairement (64 % de l'échantillon) que le changement s'est opéré lentement, alors que seulement un tiers de l'échantillon (34 %) considère que les choses ont changé soit très rapidement soit plutôt rapidement. Encore une fois, les différences selon l'option constitutionnelle ne permettent pas de départager les réponses à cette question. En effet, 36,6 % des femmes pour le oui croient que le changement a été plutôt ou très rapide, ce pourcentage étant de 35,4 % chez les femmes pour le non. Les deux camps pensent plutôt que le changement s'est fait lentement (63,4 % du côté du oui contre 64,6 % du côté du non). On ne peut donc pas conclure qu'une analyse très différente de l'évolution de la condition des femmes au Québec sépare les femmes qui optent pour le oui de celles qui optent pour le non, ce qui permet de réfuter l'image des Yvettes, qui continue de coller à toutes les femmes qui ne sont pas en faveur de la souveraineté du Québec. On peut voir que les femmes qui se retrouvent de part et d'autre des deux options constitutionnelles de base dans la société québécoise partagent une analyse commune des transformations qui se sont opérées au Québec depuis 20 ans au sujet de la situation des femmes.

CONCLUSION

Dans cette analyse, nous avons voulu apporter de nouveaux éléments à l'étude des caractéristiques de l'électorat féminin à l'endroit des options constitutionnelles.

Que faut-il retenir des deux grands axes de l'analyse, soit celle des données hommes-femmes et celle des données pour les femmes de chacune des deux options constitutionnelles ? Grosso modo, qu'est-ce qui distingue les hommes des femmes de part et d'autre du projet constitutionnel ? L'écart dans l'appui accordé au oui étant de 5 % en faveur des hommes, il est permis de dire qu'il n'y a pas de polarisation selon le sexe. Le sondage a confirmé néanmoins que certaines caractéristiques, notamment l'âge, polarisent l'appui donné à une option constitutionnelle beaucoup plus que le fait d'être un homme ou une femme. Le revenu est aussi un facteur significatif. Mais dans l'ensemble, les caractéristiques sociodémographiques ne permettent pas de caractériser avec précision les femmes pour le oui comme les

hommes pour le non. Nous avons mentionné précédemment qu'il n'existe pas de portrait type de la femme selon qu'elle se rattache à l'une ou l'autre des deux options constitutionnelles. Les questions portant sur les déterminants du vote n'ont pas montré de polarisation, selon le sexe ou l'option constitutionnelle, autour de sujets tels que la prise en compte de l'avenir des enfants dans la décision d'appuyer l'une ou l'autre des options constitutionnelles. On remarque quand même une plus grande sensibilité chez les femmes du camp du non à des sujets touchant l'économie. Les questions ayant trait à l'intérêt pour la politique et le débat constitutionnel montrent que peu de choses séparent les femmes des deux camps, mais que l'écart entre les sexes est assez important, les hommes étant plus nombreux à s'y intéresser. Sur ce point, notre sondage fait voir sous un angle différent les femmes qui appuient l'option du non, lesquelles sont souvent perçues comme des victimes d'une quelconque inaptitude à la politique. Quant à l'écart observé entre les femmes des deux options constitutionnelles à propos de l'honnêteté des élus politiques, on peut penser que du côté du oui elles sont plus nombreuses à faire confiance aux élus et élues de l'actuel gouvernement péquiste, puisqu'il est formé des membres qui défendent leur option constitutionnelle, alors que côté du non elles retrouvent leurs alliés politiques dans le camp de l'opposition, avec bien peu de pouvoir politique. Enfin, l'appui donné au féminisme est assez similaire dans son expression pour les femmes des deux options constitutionnelles, alors que se dessine un écart entre hommes et femmes sur ces questions.

Pris dans leur globalité, les résultats obtenus vont dans le sens d'une hypothèse centrale autour de laquelle les instruments de collecte des données et l'analyse ont été construits, à savoir que l'on ne peut parler d'un comportement politique selon le sexe en ce qui a trait aux options constitutionnelles, comme on ne peut non plus caractériser les femmes pour le oui et celles pour le non. En fait, l'électorat québécois reflète à la fois l'éclatement du tissu social et des comportements associés à une identité stable. Les catégories traditionnelles utilisées dans l'analyse électorale rendent peu compte des nombreux phénomènes sociaux, et dans les résultats que nous avons analysés, c'est essentiellement le genre qui demeure le facteur qui polarise le plus, notamment en ce qui concerne les questions d'appui au féminisme, à défaut de polariser plus nettement le vote.